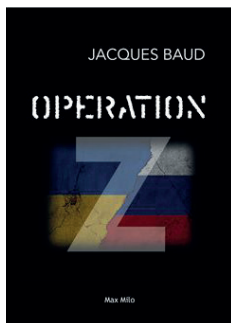


RECENSIONS



Jacques Baud
Opération Z

Paris, Max Milo, 2022, 380 p.

À la suite de son livre *Poutine, maître du jeu ?*¹, Jacques Baud publie ce dernier ouvrage sur la crise ukrainienne, ses causes et ses conséquences dans une perspective cette fois plus centrée sur le conflit lui-même. Rappelons que l'auteur est un ancien membre du renseignement stratégique suisse, mais également ancien chef de la doctrine des opérations de la paix des Nations Unies, et qu'il a été engagé dans des négociations avec les plus hauts responsables militaires et du renseignement russes juste après la chute de l'URSS. Au sein de l'Otan, il a participé à des programmes en Ukraine et notamment lors de la crise de Maïdan en 2014 puis a participé à des programmes d'assistance à l'Ukraine. Ses analyses sont donc celles d'un expert dont les connaissances et les avis possèdent une autorité certaine que l'on partage ou non ses interprétations par ailleurs.

Methodologie

Il n'est pas indifférent non plus que d'emblée, l'auteur précise qu'il ne s'appuiera que sur des sources occidentales et ukrainiennes pour ne pas apparaître servir une cause plutôt qu'une autre à partir du moment où, à partir de ces mêmes sources, son travail offre une analyse s'écartant sensiblement de l'interprétation uniforme régnant dans la très grande majorité des systèmes d'information occidentaux. L'appareillage de notes de bas de pages est très riche et son référencement complet. Enfin, la lecture de l'ouvrage fait ressortir une grande sobriété de style et une rigueur argumentaire, en contraste singulier avec la communication trépidante et affective de ce temps de guerre. Ultime précision : il s'agit d'un ouvrage de géopolitique et de géostratégie appliquant une grille d'analyse fondée sur la méthodologie propre à ces disciplines et dans lequel on ne trouvera ni l'expression d'une opinion

1. Paris, Max Milo, 2022. Jacques Baud, qui a déjà accordé un entretien à *Géostratégiques*, avait également publié en 2020 aux mêmes éditions un ouvrage très intéressant intitulé *Gouverner par les Fake news. Trente ans d'intox utilisées par les pays occidentaux* à propos de la mise en scène des opérations militaires occidentales et de l'Otan à la suite de la fin de la guerre froide.

politique, ni des rappels de principes religieux, ce qui peut apparaître pour certains lecteurs comme un énoncé froid et détaché de l'explosion guerrière et meurtrière à laquelle nous assistons depuis le mois de février 2022.

L'ouvrage se présente comme extrêmement thématisé en dix chapitres, « Les fondamentaux et perceptions », « Le contexte historique », « Les forces en présence », « La montée des tensions », « L'opération Z », « La conduite des opérations », « La guerre de l'information », « Les réactions occidentales », « Le ridicule ne tue pas » et « Conclusions ». Cette précision est importante en ce sens que chaque partie est développée par l'auteur comme un rapport descriptif et analytique en soi ; c'est-à-dire que l'ensemble des éléments participant à sa compréhension y sont intégrés, recensés et analysés de façon la plus complète possible. L'objectif de l'auteur, dont le titre succinct ne fait rien apparaître, est de répondre à quelques questions simples mais fondamentales, et si l'auteur a pensé qu'il fallait un nouveau livre pour y répondre, c'est qu'il a considéré qu'au sein de la sphère occidentale un récit construit idéologiquement s'est substitué à la recherche de la réalité. Ces questions tournent autour de l'appréciation commune de la situation conflictuelle, de l'information en temps de guerre, des raisons du déclenchement du conflit, de la réalité des forces en présence et du déroulement du conflit militaire depuis presque un an, de la nature et des objectifs des stratégies non militaires comme les sanctions, d'un potentiel bouleversement de l'ordre mondial et de ses conséquences à long terme.

Les origines de la crise

En effet, il ressort de l'analyse géostratégique globale de l'ouvrage que l'affrontement armé en Ukraine possède cette particularité exceptionnelle que ses causes et ses conséquences sont directement liées aux forces qui sont en conflit pour une domination mondiale. On observe la réactivation de l'analyse géopolitique traditionnelle qui voit les puissances thalassocratiques anglo-saxonnes tenter de diviser pour mieux régner en créant affrontements et conflits entre puissances continentales européennes. Les doctrinaires géopolitiques américains appliquent les théories du *Heartland* de Mackinder et du *Rimland* de Spykman, par l'intermédiaire de Zbigniew Brzezinski, Paul Wolfowitz, John McCain et même Joe (Joseph) Biden lorsqu'il était président de la commission des Affaires étrangères du Sénat et vice-président de l'administration Obama. La posture géopolitique des États-Unis consiste à encercler l'Eurasie avec deux points d'appuis principaux, le front européen et le front indo-pacifique. Ces théories expliquent que l'Ukraine est un pivot stratégique fondamental pour affaiblir la Russie. Tenter de la faire entrer

dans le giron occidental est un *casus belli*, impliquant un processus visant à pousser Moscou à la faute par l'agression. À partir d'avril 2021, la partie occidentale a exercé une forte pression sur le front du Donbass pour provoquer une réaction russe servant une communication de crise affirmant l'existence de plans d'invasion russes. Les forces ukrainiennes le long de la ligne de front dans le Donbass ont été continuellement renforcées depuis 2016, et équipées en missiles antichar *Javelin* et antimissiles *Sprint*, sur une base clairement offensive. Dans un entretien à *Die Zeit* le 7 décembre, l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel a affirmé que les Accords de Minsk avaient été « une tentative de donner du temps à l'Ukraine » de se renforcer militairement en vue d'une confrontation future avec Moscou. Le conseiller du président Zelensky, Olekseï Arestovitch, avait lui-même annoncé en mars 2019, que l'Ukraine serait engagée dans une guerre contre la Russie en 2021 ou 2022, afin de provoquer une défaite de la Russie avec l'aide des Occidentaux et que cette guerre serait le prix à payer par l'Ukraine pour entrer dans l'Otan. Les Ukrainiens pensaient que les sanctions feraient s'effondrer la Russie en quelques jours et qu'ils n'auraient pas à combattre. Il faut par ailleurs rappeler les étranges déclarations du président Biden, d'Anthony Blinken et de William Burns, à quelques jours du commencement du conflit et qui annonçaient précisément -comment ?- la date prochaine de « l'offensive » russe.

Depuis la fin de la guerre froide le fossé entre la Russie et l'Occident n'a jamais été aussi grand. Pourquoi l'Ukraine est-elle si importante pour les Russes ? C'est le berceau de la civilisation de la *Rus'* de Kiev, autrement dit un peu l'équivalent du Kosovo pour les Serbes ou de l'Île de France pour les Français. Pour la plupart des Russes, l'Ukraine et la Russie c'est le même pays. Depuis 300 ans, les territoires russes et ukrainiens n'ont jamais été séparés ou presque. On connaît la particularité stratégique essentielle de la Crimée depuis toujours pour la Russie. Cette presque-île au nord de la mer Noire. Pendant la deuxième Guerre mondiale, la péninsule et Sébastopol ont notamment eu un rôle stratégique dans l'affrontement avec l'Allemagne (campagne de Crimée en 1941-1942) et jusque dans les années 1950, elle appartenait encore à la Russie mais Nikita Khrouchtchev décide d'offrir la Crimée à l'Ukraine comme cadeau pour célébrer les 300 ans du traité de Pereïaslav qui unissait l'Ukraine à la Russie. L'Ukraine reste cependant une des républiques de l'Union des républiques socialistes et soviétiques avec des frontières purement administratives, la Crimée est soviétique et le port de Sébastopol administré directement par Moscou. En 1991, la chute de l'URSS offre fortuitement la Crimée à l'Ukraine dont huit habitants sur dix déclarent que le Russe est leur langue maternelle et les référendums confirment cet attachement à la Russie.

Pour la Russie, jouent deux autres raisons stratégiques. Le territoire tout d'abord. Pour l'accès à la mer chaude. En Russie les mers proches gèlent tout comme les ports de Saint-Petersbourg, Kaliningrad et de Vladivostok. Les brise-glaces ne sont pas assez nombreux pour pouvoir déplacer beaucoup de navires rapidement ce qui en temps de crise ou de guerre ne peut pas être imaginable. L'accès aux mers chaudes n'est offert que par la mer Noire ouvrant sur la Méditerranée puis les océans ; le port russe de Sébastopol en mer noire est vital. Toujours en ce qui concerne le territoire, la situation stratégique du territoire ukrainien a toujours conduit les invasions de la Russie, napoléonienne ou nazie à partir des plaines ukrainiennes. Pour garantir la sécurité de ses frontières occidentales, Moscou s'est employé à construire une zone tampon d'influence et de protection. Mais si jusqu'en 1989, la zone d'influence de Moscou allait jusqu'en Allemagne de l'Ouest, en 2014 elle n'était plus réduite qu'aux États de la Communauté des États indépendants (CEI).

La deuxième raison stratégique pour la Russie est la « fin de l'innocence ». La deuxième moitié du xx^e siècle avait vu une URSS deuxième grande superpuissance. En quelques années, tout s'écroule, 1989, chute du mur de Berlin, 1990 : contestation dans les anciennes nations soviétiques, le 25 décembre 1991 l'URSS prend officiellement fin. Le narratif occidental est celui qui va faire croire à la création d'un monde plus uni après la séparation de la guerre froide. Dès la fin des années 1980, avait appelé à bâtir une maison commune européenne, à la chute de l'URSS, le secrétaire d'État James Baker va évoquer la nécessité de fonder un système de sécurité incluant les États-Unis, l'Europe et la Russie, une alliance qui unirait le monde de Vancouver à Vladivostok, une globalisation de la sécurité, le nouvel ordre mondial. La Russie accepte parce que l'Occident lui confirme que l'Europe de l'Est ne sera pas concernée par l'extension des systèmes occidentaux. Au début des années 1990, elle crée la Communauté des États indépendants (CEI) dans le but de conserver des liens avec les anciennes républiques soviétiques. La promesse occidentale ne sera pas tenue. En échange de la réunification des deux Allemagnes, l'Otan qui ne devait pas poursuivre son extension dans l'ancien bloc de l'Est, tout simplement parce que l'Otan créée en 1949 sous la direction des États-Unis avec plusieurs pays d'Europe avait originellement pour seule objet de faire face à l'URSS, voit aujourd'hui le narratif occidental contester aujourd'hui les termes exacts de cette promesse, Jacques Baud exhume des sources occidentales elles-mêmes, les archives, longtemps occultées qui sont remontées à la surface². Si pendant plusieurs années, l'Otan reste à l'écart

2. Parmi d'autres, "Declassified documents show security assurances against NATO expansion to Soviet leaders from Baker, Bush, Gensher, Kohl, Gates, Mitterrand, Thatcher, Hurd, Major and Woerner", *National Security Archive*, Washington D.C., 12 décembre 2017, cit. p. 31

de l'ex-bloc soviétique, en 1999 l'Otan invite la Pologne, la République tchèque et la Hongrie à la rejoindre. À part avec l'enclave russe de Kaliningrad, ces pays n'ont pas vraiment de frontières communes avec la Russie. L'Otan s'engage même à ne pas stationner de forces de combat permanentes dans ces pays ; elle déclare qu'elle n'a « aucune intention, aucun projet et aucune raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres ». La Russie de Boris Eltsine aura laissé passer cette énorme faute stratégique sans s'y opposer, et les relations entre Russes et Américains demeurent alors en apparence équilibrées. En 2004, ce sont les adhésions de la Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie, sept pays de l'ancien bloc de l'Est : c'est une trahison des promesses et des engagements de l'Occident vis-à-vis de la Russie et l'application des intentions géopolitiques américaines : l'encercler et la marginaliser sur le plan international. Les responsables russes évoquent le fait que l'Otan déplace ses premières lignes vers la Russie. Dans les années 2000, des mouvements politiques pro-occidentaux surgissent dans les anciennes républiques soviétiques, ce sont les « révolutions de couleurs » menées par les services occidentaux pour provoquer des changements de régimes. Ainsi en 2013, c'est le coup d'État de Maïdan qui provoque la démission de Viktor Ianoukovitch. Conformément à la logique d'affrontement créée, l'Ukraine demande à intégrer les deux structures d'intégrations occidentales, l'Otan et l'UE. On connaît la suite. L'Otan construit en Europe deux systèmes de bouclier anti-missiles en 2016 en Roumanie et en 2020 en Pologne. Ces systèmes de défense contre les missiles balistiques sont convertibles en plateformes de lancement de missiles offensifs. « On peut envisager qu'il y aura un moment ou un autre où la menace potentielle de nos forces nucléaires sera complètement neutralisée » dira le président russe lors de son discours de Munich en 2007. Selon les États-Unis, ces systèmes anti-missiles ne visent pas la Russie mais... l'Iran ce qui ne convainc pas les Russes : « Quelle menace iranienne ? Il n'y en a pas ! je ne sais pas où tout cela va nous mener. Ce que je sais c'est que nous allons devoir nous défendre » (V. Poutine, Saint-Petersbourg, 2016³).

En trente années les relations entre la Russie et l'Occident ont basculé jusqu'à atteindre en 2014 un point critique. La progression de la tension en Ukraine correspondant à la croissance de l'affrontement dans les relations entre les États-Unis et la Russie. Washington n'a jamais accepté la résurgence de la Russie dans l'ère de l'après-guerre froide. Les administrations américaines successives ont décidé de se retirer des traités de contrôle des armements qui dataient de la Guerre froide. Leur

3. Vt. également, V. Poutine, *Discours 2007-2022*, G. G. Moullec (trad., annotat., etc.), Paris, SPM, 2022.

programme est resté cohérent tout au long de l'insurrection tchéchène dans le Caucase dans les années 1990, du démembrement de la Yougoslavie, de l'expansion de l'Otan vers l'est depuis 1999 et des révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine, jusqu'au coup d'État de Kiev en 2014, alors que Joe (Joseph) Biden était vice-président : encerclement stratégique de la Russie avec des États hostiles intégrés à l'Otan. Ses déploiements parlent d'eux-mêmes – 40 000 soldats sur l'axe oriental de l'alliance, sans compter environ 100 000 soldats américains déployés dans le cadre d'accords bilatéraux à travers l'Europe, le niveau le plus élevé depuis 2005. Les États-Unis disposent également d'environ 100 bombes à gravité nucléaire B-61 qui sont déployées en avant dans les bases de l'Otan. Avec l'adhésion en cours de la Suède et de la Finlande à l'Otan⁴, la longueur de la frontière terrestre directe entre l'Otan et la Russie double pour atteindre environ 2 500 km.

L'élargissement progressif de l'Otan vers l'est, les « révolutions de couleur » orchestrées à la périphérie de la Russie (Transnistrie, Géorgie, Abkhazie et d'Ossétie, Arménie) et l'installation en Pologne et en Roumanie de systèmes de défense contre les missiles balistiques, facilement convertibles en plateformes de lancement de missiles offensifs, une Ukraine dans l'Otan, avec des armes nucléaires stationnées sur son sol, étaient inacceptable pour la Russie. Or, les mois précédant la guerre, le président Zelinski avait demandé la révision du protocole de Bucarest interdisant la présence d'armes nucléaires sur son sol. L'accès de la Russie à son enclave de Kaliningrad devient plus difficile, et les activités de sa marine sont sévèrement limitées. La sécurité aérienne de l'Otan se diversifie, ce qui a des répercussions importantes sur les opérations des forces aériennes russes en mer Baltique également. En outre, les capacités de guerre hybride de la Russie dans les nouveaux domaines opérationnels que sont l'espace, le cyberspace et les domaines cognitifs sont fortement affectées. La Russie a été conduite à renforcer ses ressources militaires à un coût économique important et d'améliorer son dispositif de surveillance pour assurer sa sécurité territoriale. (La symétrie consisterait en un déploiement menaçant analogue dans les Caraïbes et le Golfe du Mexique face aux États-Unis).

Une progression vers le conflit

À la suite du renversement du gouvernement à Kiev en 2014, la formation, l'équipement, l'armement et la réorganisation par l'Otan des forces armées et des milices ukrainiennes se sont considérablement intensifiées. De plus, une ligne de protection militaire fortifiée face au Donbass à quelques kilomètres du front, et

4. Vr. p. 349 et sq.

renforcée continuellement depuis huit ans, a été édifiée dans la perspective de constituer une base d'appui imprenable pour un assaut sur la Crimée (les Ukrainiens se préparaient à attaquer les républiques du Donbass juste avant l'offensive russe) et/ou en direction des Républiques, de Lougansk et de Donetsk ou pour contrer un premier choc de contre-attaques. La provocation au conflit résidait dans la mise en difficulté militaire des Russes pour les contraindre à négocier sous la contrainte de la pression militaire et des sanctions économiques exorbitantes. Zbigniew Brzezinski avait théorisé que « sans l'Ukraine, la Russie n'est plus un empire européen » ; l'objectif était de faire entrer Kiev dans l'Otan et plus progressivement dans l'Union européenne. Pour Washington il y avait un calcul à plusieurs niveaux :

- le coût humain colossal aux niveaux militaire, économique et des sanctions, son isolement, notamment par son exclusion du mécanisme de transaction financière SWIFT, devait aboutir à l'affaiblissement voire l'effondrement de la Russie pour créer un délitement de son homogénéité politique et sociale autour de son système politique et de ses dirigeants ;
- la possibilité que l'isolement russe affaiblisse son partenariat avec la Chine, elle-même ainsi plus isolée face aux occidentaux et contrainte aux concessions notamment économiques vis-à-vis de Washington, qui avait déclaré « une guerre économique » contre Pékin ;
- un coût humain supporté côté occidental uniquement par les Ukrainiens, considérées comme de forces *proxies*, ceci sans conséquences ni pour les forces européennes de l'Otan, ni pour celles américaines, avec de plus l'opportunité de voir être détruites les forces néo-nazies ukrainiennes qui commençaient à devenir un problème dans la politique intérieure à Kiev ;
- le resserrement des pays européens sous la coupe de l'Otan dans le cas d'un conflit de haute intensité sur le territoire européen ;
- l'obligation faite aux États européens dans ce cadre de renforcement de l'Otan d'augmenter considérablement leurs budgets militaires pour assurer la réalisation de ces objectifs américains de soutien d'un conflit de haute intensité entre la Russie et l'Ukraine ;
- un alignement plus marqué des États de l'Union européenne sur les objectifs américains et l'affaiblissement du principal d'entre eux, l'Allemagne, qui avait bâti sa réussite économique sur une base de production industrielle lourde à exportation mondiale, notamment en forte concurrence avec les États-Unis, mais dont la productivité était fondée sur un approvisionnement énergétique très bon marché et à bas coûts pour ses entreprises et ses particuliers, parce qu'aligné

- sur des contrats de long terme avec la Russie. Le refus allemand d'abandonner les gazoducs en provenance directe de Russie *via* la Mer Baltique, Nord Stream I puis II, fut cassé par les sanctions sur le premier puis le sabotage du second.
- le triplement de livraison du gaz américain en Europe (notamment issu du gaz de schiste), notamment *via* l'infrastructure construite en Pologne (terminaux méthaniens de Swinoujscie opérationnels depuis... 2014) dans le cadre des Accords dit des Trois Mers (*Trimarium*) visant à opposer des flux verticaux Mer Noire/Mer Baltique à l'horizontalité des flux Russie/Europe, venant ainsi s'interposer entre la Russie et les États d'Europe occidentale par le biais des États d'Europe centrale et orientale, les plus fermes soutiens des États-Unis en Europe.

Le conflit

Entre 2014 et 2022, au moins 16 000 personnes sont mortes dans des bombardements de l'Ukraine vers le Donbass à l'Est du pays. La Crimée n'est plus ukrainienne mais russe. La Russie a finalement lancé son opération militaire pour sécuriser le Donbass cible depuis 2014 d'un nombre croissant de bombardements sur les lignes de front entre le 16 et le 23 février 2022 mais également sur les populations civiles des grandes villes surtout les deux mois précédant l'offensive, ainsi que l'ont signalé les observateurs de l'OSCE. Dans cette opération, Moscou souhaitait obtenir la neutralité de l'Ukraine, c'est-à-dire l'impossibilité pour elle de devenir un bastion militaire et stratégique membre de l'Otan sur la frontière russe, la reconnaissance de sa souveraineté sur la Crimée, l'application du principe du droit à protéger les minorités russophones et Russes d'Ukraine. Moscou a engagé le moins d'hommes possibles dans une opération visant un pays le plus vaste d'Europe après la Russie et dans des objectifs ciblés de dénazification, c'est-à-dire la destruction des milices anti-russes, et de démilitarisation, c'est-à-dire de destruction des infrastructures tactiques et stratégiques créées par l'Otan. Le moins d'hommes possibles pour préserver la vie du plus grand nombre des Russes et des populations ukrainiennes dont les Russes recherchent l'appui et le soutien et c'est pourquoi les frappes massives sur les infrastructures civiles (usines, gares, stations électriques, etc.) mais pas les villes, n'ont commencé qu'en octobre.

Face son hégémonie contestée après ses échecs en Syrie et en Afghanistan, après ceux en Irak et en Libye, et la remise en cause de l'Otan (« en état de mort cérébrale » selon le président français), Washington contraint aujourd'hui les États européens de financer et participer plus largement à ses objectifs dans le cadre de l'Otan, d'acheter leur gaz de Schiste au prix fort, de refinancer son complexe militaro-industriel

dont on connaît la force en politique intérieure, par l'achat de matériel pour remplacer celui livré à l'armée ukrainienne. On observe un affaiblissement considérable de leurs économies et une délocalisation d'une partie importante de leur industrie, surtout d'Allemagne, vers les États-Unis où l'approvisionnement énergétique est redevenu concurrentiel sur place. Washington utilise donc en quelque sorte deux *proxies* que sont les Européens de l'Ouest pour financer et alimenter en armement sa guerre contre la Russie et l'Ukraine pour mener sa guerre par procuration, sans perdre un seul homme, et en faisant fonctionner leur industrie de l'armement à plein régime. L'Ukraine est en train de perdre ses actifs, au combat et par l'émigration, car les jeunes Ukrainiens ne sont pas très enthousiastes pour aller se battre contre les Russes. Kiev n'a plus le potentiel pour reconstruire une économie dans le court terme sacrifiée par les Occidentaux dans le cadre de leur stratégie propre contre la Russie. Géopolitiquement, on observe une incongruité : si l'objectif occidental avait été de combattre frontalement les Russes, les États-Unis auraient dû logiquement diviser, pour mieux les déstabiliser, la Russie, la Chine et l'Iran : or, ils les combattent ensemble dans une logique de bloc contre bloc pour pérenniser leur domination de l'Europe, apparaissant comme l'objectif principal. Non seulement l'Union Européenne n'a joué aucun rôle de médiation mais elle est aujourd'hui la plus durement touchée par l'effet en boomerang des sanctions, « dommage collatéral » de l'affrontement géopolitique entre les États-Unis et la Russie et les prémises d'une crise économique, sociale et politique semble apparaître au sein des États-membres.

Le rôle du « quatrième pouvoir »

À propos de l'information en temps de crise, Jacques Baud⁵ souligne comme en écho à son précédent ouvrage *Gouverner par les Fake news. Trente ans d'intox utilisées par les pays occidentaux*, que les médias ont perdu leur fonction de quatrième pouvoir qu'ils avaient il y a encore une trentaine d'années, pour devenir des relais de l'information gouvernementale : « le regroupement des médias dans un nombre toujours plus restreint de groupes financiers et une dépendance toujours plus grande envers les grandes agences de presse mondiales tendent à uniformiser l'information ». Les références de son livre reprennent surtout les médias anglo-saxons, notamment américains, comme le *New York Times* ou le *Washington Post*, « qui sont très antirusses, mais qui, contrairement à leurs homologues français, comme *Le Monde*, gardent un fond de journalisme d'investigation ».

5. *Vr.* plus particulièrement tout le chapitre 7 « La guerre de l'information » (p. 271-295) et not. les passionnants tableaux des narratifs proposés face à la réalité des faits, l'instrumentalisation des différents cas comme la menace nucléaire, les crimes de guerre ou les « combats » dans l'île aux Serpents.

L'« accélération de la désaffection du reste du monde pour l'Occident »

Si l'on s'arrête un peu sur la question d'un potentiel bouleversement de l'ordre mondial et de ses conséquences à long terme, simple et évidente en apparence, on constate qu'elle n'est pratiquement pas posée dans les grands médias occidentaux dont le travail d'information ignore ostensiblement la possibilité d'un changement paradigmatique de l'équilibre des relations internationales actuelles. Leur espace de diffusion ne retient pas l'hypothèse, pourtant intéressante, d'un recul, d'un repli éventuellement important voire décisif de la puissance, de l'influence du système international instauré et dominé par les Américains à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale et qui a régi le monde jusqu'à aujourd'hui. Or, sans être nécessairement une affirmation, sa seule évocation devrait pouvoir entrer dans le champ des possibles de l'information médiatisée. Il n'en est cependant rien, la question d'une remise en cause de la domination occidentale, l'hégémonie américaine sur le monde, ne semblant pas, par principe, pouvoir être seulement posée dans le cadre des prospectives issues du conflit en cours.

Or, la partie du monde assistant sans engagement à cette guerre, c'est-à-dire sans participation ni militaire ni aux sanctions, est très largement majoritaire, puisque les deux tiers des États du monde ne se sont pas joints aux sanctions, la carte révélant qu'aucun grand pays en Eurasie, en particulier la Chine et l'Inde n'appliquent des sanctions contre la Russie, l'ancienne ambassadrice de France en Russie, Sylvie Bermann précisant que « 82 % de la population mondiale refuse de condamner » la Russie (cit. p. 308). Le monde non-occidental découvre d'une part la disproportion de la mobilisation occidentale pour la question ukrainienne, jusqu'à plonger l'économie mondiale dans une crise profonde, par rapport à son indifférence humanitaire manifestée sur les théâtres irakien, libyen, afghan, syrien, etc., et, d'autre part, « l'incapacité croissante des dirigeants politiques [occidentaux] à gérer des crises complexes »⁶ en ne proposant qu'une lecture binaire des crises, de

6. « Nos gouvernements ne décident pas en fonction de ce que leur disent les services de renseignement, mais en fonction de ce qu'ils voient sur les médias. Les décisions sont prises sans recul, de manière impulsive, en fonction de préjugés, mais jamais en fonction des faits. Les processus décisionnels qui ont été mis en place dans tous les pays occidentaux permettent de prendre de vraies décisions, qui tiennent compte de tous les facteurs pertinents. Dans ce contexte, les services de renseignement sont un élément décisif de l'État de droit. Le problème est que les dirigeants occidentaux actuels sont immatures, n'ont pas de vraie expérience de la vie et du monde. Ils agissent plus comme des blogueurs que comme des dirigeants responsables : on adopte des sanctions sans attendre le résultat de commissions d'enquêtes (comme dans le cas du massacre de Boucha), ni comprendre leurs implications dans le moyen et long terme. C'est pourquoi les Américains vont implorer le Venezuela et l'Iran de leur livrer du pétrole, pour tenter de juguler les effets de leurs propres sanctions ».

façon très anglo-saxonne, « méchants/gentils », pour justifier la diabolisation autorisant le déchaînement de violence. Washington a compris combien l'alternative russe réussie en Syrie (à partir de 2015), lui a été préjudiciable sur le plan international et au sein des responsables des États arabes qui lui étaient proches, notamment les monarchies du Golfe. La pluie de sanctions unilatérales qui s'est abattue sur la Russie est comprise par l'hémisphère Sud comme l'expression du mépris occidental pour les populations qui ne le sont pas ; tout comme les déclarations de ses dirigeants appelant à l'effondrement de l'économie russe pour que le peuple russe souffre et renverse ses dirigeants. Selon Jacques Baud, il existe une « accélération de la désaffection du reste du monde pour l'Occident » dont on ne trouve pas trace dans les systèmes d'information de ce dernier. On peut faire le constat d'un renforcement parallèle et concomitant de cadres et de flux de coopération entre États pourtant dissemblables tels que l'Inde, la Chine, la Russie, l'Iran et maintenant l'Arabie Saoudite, autour et au sein de l'OTSC (Organisation du traité de la sécurité collective), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et des BRICS (le groupe des pays dits « émergents », Brésil, Russie, Inde, Chine, etc.), dans une configuration largement eurasiatique. Après que Joe (Joseph) Biden est allé visiter Mohammed ben Salman en Arabie Saoudite pour le convaincre d'augmenter sa production de pétrole pour faire baisser les prix, et de continuer à soutenir la politique américaine, le prince saoudien a sollicité son adhésion au groupe des BRICS et s'est conformé à la non-augmentation de la production de pétrole décidée par l'OPEP+ (c'est-à-dire, avec la Russie) (p. 376). Un double désaveu pour les États-Unis.

En cessant officiellement à partir de mai 2022 d'acheter du gaz à la Russie, les Occidentaux ont provoqué l'accroissement de la réorientation, déjà bien entamée, des flux d'hydrocarbures russes vers la Chine, l'Inde et l'Iran (pour le pétrole raffiné). Pékin, par exemple, ne donne aucun signe de volonté de détachement vis-à-vis de Moscou, puisqu'elle achète encore plus d'hydrocarbures russes, finance l'installation des infrastructures de Sibérie jusqu'à chez elle et signe des contrats d'approvisionnement de long terme (30 ans pour « Force de Sibérie »). Les bénéficiaires russes sont importants même en rationalisant la production puisque la demande fait augmenter les cours. La possibilité pour les Chinois de bénéficier plus facilement de gaz meilleur marché augmente sa compétitivité industrielle par rapport aux entreprises occidentales contraintes par les difficultés d'approvisionnement en gaz et son prix au plus haut de son cours (par exemple, Slovalco, le plus grand producteur d'aluminium d'Europe – grande consommatrice d'énergie – doit fermer ses portes, comme les usines de produits chimiques en Roumanie et en Allemagne).

L'hémisphère Sud voit que pour contourner leurs propres sanctions, les États occidentaux rachète au prix fort à l'Arabie Saoudite du pétrole raffiné que la Russie a vendu avec un rabais à cette dernière (p. 376). De plus, le monde non-Occidental commence à s'habituer à la dédollarisation du secteur des hydrocarbures sur lequel les États-Unis avaient gardé un monopole stratégiquement d'autant plus essentiel qu'il justifiait leur interventionnisme et le niveau inégalé de leur force militaire, mais surtout qu'il garantissait le niveau d'utilisation du dollar comme première monnaie mondiale d'échange et de réserve. La vente de pétrole à l'Inde, à la Chine, à l'Arabie saoudite ou à l'Iran (raffiné) se règle aujourd'hui en Roubles, en Yuan Renminbi ou en Roupie. On assiste en outre à une mise en cause du dollar comme monnaie de réserve mondiale. Un processus vers l'émergence d'un nouveau système monétaire international appuyé sur l'or, les réserves énergétiques et quelques monnaies dont le yuan, est amorcé sur plusieurs années. La guerre et les sanctions poussent la Russie à se concentrer sur sa stratégie géopolitique de la Grande Eurasie, annoncée par son pivot asiatique dès 2017, et à promouvoir la bascule vers une mondialisation, sinon une intégration eurasiennne continentale, alternative à la mondialisation euro-atlantique dominée par les puissances maritimes anglo-saxonnes.

CR



Xénophon

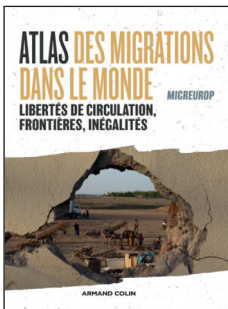
Les Dix-Mille

Paris, Phébus, 2022, 630 p.

À nouveau, *Les Dix-Mille* de Xénophon fait l'objet d'une réédition, cette fois chez Phébus, et dont l'édition critique et la traduction du grec ancien sont assurées par Pascal Charvet et Annie Collognat, hellénistes et traducteurs. En -404 avant Jésus-Christ, Darius, souverain de l'empire perse, meurt à Babylone et lui succède son fils, Artaxerxès. Cyrus, son frère, entreprend une expédition militaire pour le détrôner. Pour ce faire, des troupes de mercenaires grecs vont débarquer en Ionie pour se mettre au service de Darius, lequel, à la tête d'une armée gréco-perse, affrontera Cyrus lors de la bataille de COUNAXA, à 65 kilomètres au nord de Babylone, mais y perdra la vie. Dès lors, les Dix-mille commencent leur lente descente des Hautes terres vers la mer Noire. *Les Dix-mille* est donc d'abord l'histoire d'une progression, d'une « montée à l'intérieur des terres », l'Anabase, de dix-mille hommes qui, ayant perdu leurs chefs, vont amorcer la Catabase, la marche vers le Nord pour rejoindre la mer Noire, au milieu d'un espace géopolitique hostile, la Perse, en

-401 avant Jésus-Christ. Du nord de l'Irak à l'Arménie, ces dix-mille se fraient un passage de mille cinq cent kilomètres et parsemé de dures batailles à la suite de celle de Counaxa, pour atteindre la mer libératrice. La description de leur odyssée écrite vers -370 av. JC, est l'œuvre de Xénophon (-430 – -355), historien, philosophe et chef militaire de la Grèce antique. Ce très fort ouvrage comprend en outre, une préface de l'éditeur, Stéphane Gompertz, « Lire l'anabase ou l'expédition des Dix-mille aujourd'hui », des cartes dont la particularité est la projection des repères antiques à ceux contemporains et la lecture géographique du Tigre et de l'Euphrate ainsi que l'espace du Propontide au Pont-Euxin, mais également une note sur la traduction et la composition de l'ouvrage, un préluce rédigé par Pascal Charvet et Annie Collognat et une succession de repères spatio-temporels de l'Anabase et la Catabase. S'y ajoutent de plus une déclinaison de « regards » : « Portrait de Xénophon en oiseau rare », « les hommes de bronze », « la bataille de Counaxa », « des femmes dans un monde de guerrier », « à la rencontre des barbares », des entrées sur les mesures et les monnaies, une explication de la composition et du fonctionnement de l'Armée des mercenaires grecs, un répertoire des noms propres, personnages, lieux, pour finir par une bibliographie maîtrisée. Xénophon a offert pour la postérité son chef d'œuvre, un manuel de tactique et de métapolitique qui transcende le temps, telles les cartes proposées dont la particularité est la projection des repères antiques à ceux contemporains avec la lecture géographique du Tigre et de l'Euphrate ainsi que l'espace du Propontide au Pont-Euxin. Si l'on devait résumer le principal enseignement de l'ouvrage pourrait on exprimer dans la recherche du nécessaire équilibre entre l'esprit et l'acte pour aborder tous les défis du temps, et peut-être aussi un peu, ceux géopolitiques. Cette réédition est un très beau cadeau pour les amoureux de l'épopée antique ainsi que les analystes géopolitiques sans oublier les historiens et les philosophes.

Renaud Ponant



S. C. Colombeau (coord.)

Atlas des migrations dans le monde Libertés de circulation, frontières et inégalités

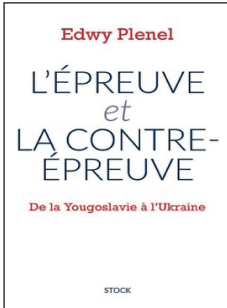
cartes D. Lagarde et N. Lambert, Paris, Armand Colin, 160 p.

Le livre proposé développe tous les poncifs éculés de la critique des politiques d'immigration des États et, c'est nouveau pour ce type de textes engagés, de celle de l'Union européenne. Le principe de la liberté de circulation des

personnes qui fait de l'UE la championne du monde toute catégorie de la présence sur son sol d'immigrés, de migrants, de réfugiés, de naturalisés, de touristes, etc., la plus grande part d'origine non-européenne, serait à l'instar des États qui la composent suspecte de racisme, de discrimination et d'intolérance. Cela discrédite totalement la volonté de convaincre de la nécessité d'ouvrir encore et encore les frontières, dont on se demande comment on pourrait le faire tellement elles sont devenues des passoires, sans contrôle réel. Le système d'intégration européen dit en son article 67 du TFUE que l'UE « développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures qui est fondée sur la solidarité entre les États membres ». Son article 80 précise que ces politiques sont « régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier ». Au printemps 2015, les pays de l'Union européenne vont faire face à une explosion de l'immigration favorisée dans un premier temps par l'appel d'air créé par la chancelière Angela Merkel acceptant l'arrivée d'un coup sur le sol allemand de près d'un million de personnes étrangères (demandes d'asile, réfugiés et immigrants). Puis, dès septembre 2015, la Commission va présenter un « plan de répartition solidaire des réfugiés », en fait poussé par l'Allemagne qui, voyant les dangers du trop-plein d'un coup chez elle, désirait « mutualiser » la vaste acceptation des visas, du statut de réfugiés, de l'immigration économique, du regroupement familial à l'échelle de l'UE. Le 18 mars 2016, la Turquie et l'Union européenne signaient un accord sur l'immigration de la Turquie vers l'UE aux termes duquel l'UE externalise la gestion des réfugiés à Ankara contre le versement de 3 milliards d'euros par Bruxelles puis de 3 milliards d'euros supplémentaires depuis mars 2018 pour le financement d'autres projets en faveur de personnes bénéficiant d'une protection temporaire en Turquie. Il ne faut pas croire que l'UE modifie sa politique d'immigration massive notamment fondée sur le regroupement familial, mais elle la réorganise par sa gestion en amont (externalisation) de toutes ses frontières (Maghreb, Afrique noire, Turquie, Balkans, Europe orientale) et des flux ininterrompus d'immigrés provenant de zones instables ou à la recherche de meilleures conditions de vie. Il ne faut pas, de plus, négliger l'impact sur le *Brexit* de la présence de plus de 4 millions d'étrangers plus ou moins européens au Royaume-Uni. Enfin, il faut également retenir que l'adhésion de la Turquie est toujours souhaitée par la Commission européenne, et ce sont donc uniquement les difficultés économiques, essentiellement la dévaluation de la Livre turque et la croissance molle, qui ralentissent la clôture des chapitres du processus d'adhésion d'Ankara à l'UE et en aucun cas un blocage des institutions européennes. L'inanité des arguments du livre coordonné par S. C. Colombeau, et

fondés sur de fausses considérations saute immédiatement aux yeux et le disqualifie comme travail scientifique ou seulement même sérieux.

Roland Pipet



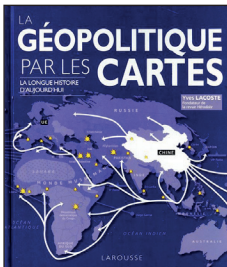
Edwy Plenel

L'épreuve et la contre-épreuve

coll. « essais – documents », Paris, Stock, 2022

Le directeur du média en ligne, *mediapart*, désigne le nouvel impérialisme, fondé sur des guerres d'extermination et qui menace la paix du monde : celui de la Russie. Pourquoi est-ce un nouvel impérialisme selon l'auteur, si bien et originalement inspiré ? Parce que la Russie est devenue la patrie idéologique du traditionalisme, de la défense de l'identité individuelle, essentiellement chrétienne, et nationale face aux idéaux occidentaux incarnés par la tolérance, la non-discrimination, la pluralité garantis par la rééducation démocratique. Selon l'auteur, si les populations russes avaient été libres, elles auraient choisi la démocratie à l'occidentale depuis longtemps et c'est le système dictatorial actuel qui l'en empêche. De même, le livre développe l'idée qu'en Syrie, la Russie a empêché le peuple d'exprimer ses revendications démocratiques, de choisir son destin, sa liberté d'inventer leur futur. Ce fut effectivement un des points fondamentaux du récit occidental d'utiliser les milices djihadistes islamistes comme vecteur du changement désiré à Damas. L'analyse du système est donc très fine, comme on peut le constater, liant les décombres de l'URSS, à une « synthèse agressive du stalinisme communiste et du tsarisme grand-russe », comme idéologie nationaliste et autoritaire, raciste et anti-démocratique. Il ne manque pas un mot à la *doxa* occidentiste, il fallait bien que ce soit Edwy Plenel qui nous la rappelle.

Roger Pontus



Yves Lacoste

La Géopolitique par les cartes.

La longue histoire d'aujourd'hui

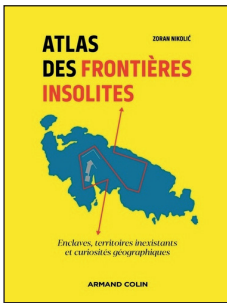
Paris, Larousse, 2022, 317 p.

L'école française de géopolitique sait ce qu'elle doit au grand géographe français, Yves Lacoste. La réactivation de son étude tout d'abord, à la suite d'une longue glaciation du fait de la domination d'une Europe, objet plutôt que

sujet, par les deux grandes puissances de la guerre froide. Par la précision de la définition des concepts géographiques, ensuite, et en plaçant l'idée de conflit au cœur de son analyse, on se souvient de son célèbre ouvrage *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*. Par sa pédagogie, enfin, puisque Yves Lacoste a créé la célèbre revue *Hérodote*, a assumé des enseignements universitaires mais aussi multiplié les interventions, conférences, de vulgarisation et également les publications pour une diffusion toujours plus intense et fine de la discipline. Yves Lacoste a très bien explicité la nécessité de maîtriser les différents niveaux d'analyse spatiale ; ainsi il explique par exemple que pour comprendre une situation géopolitique, qu'il s'agisse de celle d'une ville, d'une région ou d'un État plus ou moins vaste, « il ne suffit pas de tenir compte des relations de pouvoirs entre des forces politiques locales ou nationales. Il convient aussi de tenir compte de leurs relations d'alliance ou d'hostilité avec des forces extérieures, celles d'États ou de mouvements politiques qui peuvent être voisins ou plus ou moins lointains ». Le travail qu'il propose aujourd'hui, et dont on peut saluer la réalisation réussie par les éditions Larousse, est fortement thématisé et il assume le croisement à travers les zones géographiques de l'analyse des enjeux dans chacune des situations particulières. Unité et diversité caractérise donc ce très bel ouvrage cartonné et pourvu d'un appareillage cartographique (150 cartes) et iconographique exceptionnel réalisant le principe « pas de géopolitique sans carte mais pas de carte sans géopolitique ». Ainsi quatre grandes parties de taille inégale structurent l'ouvrage « La géopolitique d'hier à aujourd'hui », « Les États-Unis, l'hyperpuissance en difficultés », « La géopolitique des grandes nations et « Les points chauds du globe ». Les enjeux tournent tous autour des axes de la puissance, des ressources, des identités, des conflits. L'étude des flux de puissance est également l'un des points forts des développements proposés par le rappel de la maîtrise des points de passage des routes stratégiques, comme les canaux, les isthmes ou les détroits, tel celui de Malacca, étudié dans un encadré dans le chapitre dédié à l'Indonésie. La nature géopolitique de l'ouvrage se constate par le multiparamétrage des disciplines utilisées, géographie, bien sûr, sciences politiques, économie mais surtout histoire ; dans le chapitre étudiant l'Allemagne, dans la partie des grandes nations, les cartes vont ainsi rappeler la caractéristique de Mitteleuropa par un retour sur le saint Empire au XVI^e siècle, la Prusse en 1815, la construction artificielle que représente le II^e Reich et qui aura malheureusement vocation à durer jusqu'à aujourd'hui mais aussi l'Allemagne de 1939 à 1944 et Yves Lacoste aborde chaque cas par une analyse des causes profondes et des évolutions civilisationnelles, le cas échéant. Dans un des nombreux encadrés que compte l'ouvrage, l'auteur par exemple confronte les deux approches, celle strictement américaine incarnée par

Samuel Huntington, et celle des islamistes qui y voient la confirmation des raisons fondamentalement « naturelles » du *djihad*. Yves Lacoste expose méthodiquement les causes mais aussi les évolutions en intégrant les différents acteurs, dirigeants, populations, dans une perspective de projection des données ouvrant les interprétations possibles des tendances à venir. Un travail remarquable et complet dont la lecture est recommandée tant au niveau universitaire et savant que pour des lecteurs dont l'intérêt les porte à connaître davantage les tenants et les aboutissants de cas géopolitiques précises ou de situations globales.

CR



Zoran Nikolic

Atlas des frontières insolites. Enclaves, territoires inexistantes et curiosités géographiques

(Trad. Philip Escartin) Paris, Armand Colin, 2022

Par cet ouvrage, l'auteur nous fait entrer dans l'univers cartographique issu de sa profonde assimilation de l'ensemble des paramètres qu'offre la discipline géographique. Le très bel ouvrage que publie Armand Colin recense les effets les plus inattendus de la fixation rationnelle de lignes frontalières sur des territoires et des espaces qui semblent défier la logique en raison de phénomènes naturels, historiques ou politiques. Comme le souligne l'auteur, le tracé que dessinent les frontières « semble, dans la majorité des cas, totalement illogique. Les enclaves (des territoires entièrement entourés par le territoire d'un autre État) et les exclaves (partie d'un territoire ou d'un État qui ne peut être atteint depuis son territoire d'origine que par un autre territoire ou un autre État), sont des exemples de ce type d'étrangetés ». Il existe même des semi-enclaves, des territoires physiquement séparés du pays d'origine, mais que l'on peut atteindre sans passer par un autre pays comme c'est le cas pour l'Alaska. En effet, bien que son accès par voie terrestre ne soit possible depuis le reste des États-Unis qu'en passant par le Canada, l'auteur souligne que « l'Alaska n'est pas à proprement parler une enclave. Il est possible de s'y rendre par la mer sans passer par des eaux territoriales étrangères. Il est peut-être surprenant de constater qu'il existe de nombreux endroits de ce type dans le monde, dont la situation de certains est encore plus complexe ». La grande richesse de l'ouvrage réside la prise en compte de l'extrême diversité des cas étudiés. À tout seigneur, tout honneur, l'auteur d'origine serbe évoque tout d'abord, l'incongruité du village de Međurječje situé en Serbie mais qui appartient à la Bosnie-Herzégovine, et dont la particularité de la situation ressort d'une histoire à la fois longue et récente.

Les cas repris dans ce remarquable travail, concernent tout aussi bien des villes, des lieux culturels, des frontières inter-étatiques, des enclaves ou des îles. Mais il peut tout aussi bien s'agir d'une sorte de mur, comme celui divisant un territoire riche en phosphate, le « mur des Sables marocain » (appelé aussi le « Berm ») qui scinde en deux zones le Sahara occidental avec un tracé naturel quasiment en diagonal ». À l'ouest et au sud le Royaume du Maroc y exerce sa souveraineté, à l'est la République arabe sahraouie démocratique y applique son autorité. Après le retrait espagnol au milieu des années 1970, le Maroc qui prit possession des deux tiers du Sahara occidental, entreprit de construire cette séparation en structures de sable et de pierres avec fortifications et remparts sur une longueur totale de 2 700 km pour marquer la différence avec le Polisario. Pour une illustration de cette diversité on peut citer, parmi de très nombreux cas analysés, les situations très intéressantes des îles Diomède entre la Russie et les États-Unis, celle Märket entre la Finlande et la Suède, la zone « Passport Island » entre le Bahreïn et l'Arabie séoudite, le Quadripoint Namibie-Zambie-Zimbabwe-Botswana, par les eaux du fleuve africain Zambèze ou le Quadripoint dit combiné entre la Lituanie, deux provinces polonaises et la Russie, etc. À l'image des plus grands géographes français, maîtres de la discipline, l'auteur, Zoran Nikolic, explore méthodiquement et avec une grande précision ces sortes d'exceptions de la catégorie des espaces frontaliers. L'ouvrage est agréable à lire et accessible à tous ceux qu'intéressent les particularités géographiques liées à l'histoire.

RP



Relations internationales (S. Sur, dir.)

La Chine et les Chinois dans le monde

N° 116, décembre 2022, la Documentation française,
128 pages

La revue Relations internationales nous offre ce très beau numéro consacré aux populations chinoises vivant ou travaillant hors de la Chine continentale et aux stratégies d'influence que Pékin développe tous azimuts dans le monde. Membre du G2 des deux plus grandes puissances économiques mondiales, la Chine connaît une formidable projection de sa puissance et de son influence sur son étranger proche et dans l'ensemble du monde. La diaspora chinoise est l'une des plus importantes disséminées dans des régions-clefs pour son développement. Pékin possède une relation très forte, de protection voire de contrôle sur cette masse ayant soit acquis la nationalité du pays d'accueil comme

à Taiwan ou Singapour, soit possédant le statut de réfugiés, d'expatriés et d'étudiants. Carine Pina insiste bien d'emblée sur le lien avec la politique de puissance de l'empire du Milieu. La tension existante entre Pékin et Taïwan est bien évidemment un fil rouge présent tout au long de ce passionnant dossier puisqu'il révèle les stratégies indirectes tout autant celle de la Chine continentale que des ingérences occidentales sur la zone à risque pour des objectifs le plus souvent étrangers à la défense des intérêts de Taïwan proprement dite. À cet égard on peut se demander si Taïwan ne joue pas en Asie du Sud-est le rôle de « *proxy* » occidental contre la Chine comme l'Ukraine vis-à-vis de la Russie en Europe de l'Est... Mais le dossier étend ses analyses sur la capacité renouvelée et étendue de l'influence chinoise dans les organisations internationales comme l'ONU soulignée notamment par Alice Ekman, en Afrique vis-à-vis de laquelle Jean-Pierre Cabestan ose même la qualification d'hégémonie, en Europe centrale et orientale comme le remarque Andreea Budeanu. Emmanuel Lincot évoque quant à lui l'extrême sensibilité de la thématique des relations entre la Chine et le monde musulman. Comme à son habitude, la revue Relations internationales soigne la qualité de l'iconographie et de la cartographie, la présentation générale et ses encadrés tout à fait précis et pédagogiques dont les thèmes révèlent la richesse du travail offert par la rédaction « Les routes de la soie, instrument d'exportation des intérêts chinois ? », « Les instituts Confucius dans le monde », « La Chine et les organisations internationales », « L'universalisme chinois au défi du christianisme », « Singapour : une communauté chinoise majoritaire », « Vancouver : une grande « ville chinoise » hors d'Asie », « Hawaï : une petite communauté chinoise économiquement très active ». Avec ce numéro, Serge Sur nous offre une vue complète de la thématique de la Chine hors les murs et l'on peut remercier la documentation française de la qualité de l'édition.

RP